

Lettre n° 6 du 28 février 2017

CIRCULAIRES DE L'UNION SOCIALE POUR L'HABITAT

Circulaire USH [n°05/17](#) du 31.01.2017 - Préprogramme 2017 des journées professionnelles et rencontres de l'Union sociale pour l'habitat.

Circulaire USH [n° 07/17](#) du 31.01.2017 - Analyse du volet Logement de la loi Egalité et Citoyenneté.

Circulaire USH [n°08/17](#) du 7.02.2017 - Campagne Oui au logement social.

Circulaire USH [n°10/17](#) du 9.02.2017 - Décrets publiés en 2016 concernant les aides personnelles au logement.

Circulaire USH [n°11/17](#) du 15.02.2017 - Recensement 2017 des coopérations Hlm-chercheurs.

Circulaire USH [n°13/17](#) du 24.02.2017 - Semaine nationale des Hlm 2017.

LEGISLATION ET REGLEMENTATION

[Loi n° 2017-203 du 21 février 2017](#) ratifiant les ordonnances n° 2016-301 du 14 mars 2016 relative à la partie législative du code de la consommation et n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation et simplifiant le dispositif de mise en œuvre des obligations en matière de conformité et de sécurité des produits et services (JO 22.02.2017)

ANCOLS

[Arrêté du 10 février 2017](#) portant modification de l'arrêté du 17 mars 2015 fixant le montant du prélèvement sur les ressources de la participation des employeurs à l'effort de construction pour le fonctionnement de l'Agence nationale de contrôle du logement social (JO 21.02.2017).

ENERGIE ET ENVIRONNEMENT - CEE

[Arrêté du 24 février 2017](#) modifiant l'arrêté du 9 février 2017 portant validation du programme « Economies d'énergie dans les TEPCV » dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie (JO 26.02.2017).

FONCIER URBANISME

[Arrêté du 20 février 2017](#) modifiant l'arrêté du 7 septembre 2016 fixant le montant de l'aide accordée par commune au titre de l'année 2016, pris en application de l'article 4 du décret n° 2015-734 du 24 juin 2015 portant création d'un dispositif d'aide aux communes participant à l'effort de construction de logements (JO 24.02.2017).



REPONSES MINISTERIELLES

MARCHES PUBLICS - CAO

Un conseiller municipal peut-il assister aux séances de la commission d'appel d'offres ?

La réponse ministérielle précise que les séances de la commission d'appel d'offres (CAO) ne sont pas publiques, seuls ses membres et, le cas échéant, les personnels qui les assistent, peuvent participer à ses séances.

Pour préserver le principe du secret industriel et commercial des soumissionnaires aux marchés publics, la CAO ne peut être ouverte au public.

Réponse ministérielle Sénat [n° 23180](#) du 29.12.2016.

MARCHES PUBLICS – PREPARATION DU MARCHÉ

Comment éviter les conflits d'intérêts dans un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage ?

La réponse ministérielle rappelle que l'AMO lorsqu'il participe au déroulement de la procédure de passation, doit éviter tout conflit d'intérêts avec les soumissionnaires du marché.

A cette fin, le pouvoir adjudicateur doit prendre des mesures préventives, propres à éviter tout risque de conflit d'intérêts, notamment en insérant dans le contrat de l'AMO, l'obligation à son titulaire de divulguer, sur simple demande, les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une procédure de passation ultérieure.

Réponse ministérielle AN [n° 49422](#) du 20.09.2016.



DOCTRINE ET ARTICLES

- **Dans un rapport sur la gestion de la fiscalité directe locale par la DGFIP**, la Cour des comptes cite en exemple le travail mené avec l'USH et les bailleurs sociaux sur la transmission des informations relatives aux locataires en vue de l'établissement des taxes d'habitation.

Elle préconise à l'administration d'élargir la démarche d'échange d'informations engagée avec les bailleurs sociaux à d'autres acteurs (bailleurs institutionnels et privés, distributeurs d'énergie

[Rapport](#) (pages 41, 42, 43)

- [Rapport annuel d'activité 2016 du Défenseur des droits](#)
Ce dernier rend compte de son activité en matière de protection des droits et libertés dans les domaines relevant de ses compétences et de celles de ses adjoints : défense et promotion des droits de l'enfant, déontologie de la sécurité, lutte contre les discriminations et promotion de l'égalité, médiation avec les services publics.
- Les locataires reprochent aux propriétaires le manque d'entretien sur le plan thermique, [résultat d'une enquête menée par OPINIONWAY](#).
- [Le guide technique](#) relatif aux travaux à proximité des réseaux a été mis à jour.
- Le laboratoire interdisciplinaire d'évaluation des politiques publiques (LIEPP) a publié [son rapport sur le PNRU](#).
- [Rapport thématique](#) sur "le logement social face au défi de l'accès des publics modestes et défavorisés" de la Cour des Comptes.



NOUVEAUTES SUR L'ESPACE DROIT ET FISCALITE

Année juridique et fiscale, document réalisé par la DJEF est disponible sur [l'espace droit et fiscalité](#).

MARCHES PUBLICS

[Quelle est la méthode retenue par le juge pour contrôler l'obligation de publicité en marchés publics?](#)

Question Réponse de la DJEF.

[Quel est le délai de publication en MAPA ?](#)

Question Réponse de la DJEF.

[Les organismes Hlm sont-ils soumis à l'obligation d'organiser un concours depuis l'entrée en vigueur de la loi n° 2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine ?](#)

Question Réponse de la DJEF.

SLS

[GUIDE SLS 1^{er} janvier 2017](#), par Hervé des Lyons et Christophe Canu.